

Systeme d'acquisition dynamique pour l'achat de véhicules et de matériels d'occasion

Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

23909A

Date limite de remise des plis durant la
durée de validité du SAD

27/04/2027 (date de fin du SAD)

Article 1 - Acheteur

Ville de Metz

Représentant : François Grosdidier Maire

Adresse : Ville de Metz

1 Place d'Armes - JF Blondel

BP 21025

57036 Metz Cedex 1

Site internet : <https://www.metz.fr>

Groupement passé en application des articles L2113-7 à R2113-8 du code de la commande publique.

Le présent groupement de commandes est constitué des membres ayant signés la convention constitutive suivante :

- Ville de Metz (coordonnateur du groupement),
- Metz Métropole.

D'autres collectivités et établissements pourront signer le bulletin d'adhésion à la convention constitutive du groupement de commande et joindre le groupement en cours d'exécution. Ces nouveaux membres potentiels sont les communes situées sur le territoire de Metz Métropole ainsi que les organismes associés à Metz Métropole. Ces membres seront identifiés précisément lors de la passation d'un marché spécifique.

Une convention constitutive définit les modalités de fonctionnement du groupement de commandes conformément à l'article L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande Publique relative aux marchés publics.

La Ville de Metz, coordonnateur du groupement, gère la passation du présent système d'acquisition dynamique.

Chaque membre exécute le marché spécifique le concernant.

Article 2 - Objet de la consultation

Pour la présente consultation, la Ville de Metz met en œuvre un Système d'Acquisition Dynamique (SAD).

Le SAD se définit comme **un processus entièrement électronique** de passation de marché public, pour des achats d'usage courant, par lequel l'acheteur attribue, après mise en concurrence, un ou plusieurs marchés spécifiques à l'un des opérateurs préalablement sélectionnés.

Le SAD se met en œuvre de la façon suivante :

- Un avis de publicité est publié et le règlement de la consultation des entreprises (DCE) est mis en ligne pour toute la durée du système,
- Le DCE précise la nature des achats envisagés et les quantités estimées,
- Le système est ouvert, pendant toute sa période de validité, à tout opérateur économique satisfaisant aux critères de sélection des candidatures,

- Au cours de la durée de vie du système, tout opérateur peut demander à l'intégrer,
- Lorsque l'acheteur lance un marché spécifique, il invite tous les candidats présents dans le système à répondre,
- Le délai de réception des offres est fixé par l'acheteur, ce délai est au moins égal à dix (10) jours, toutefois un délai plus court peut-être fixé d'un commun accord avec l'ensemble des candidats consultés.

Conformément à l'article R2162-43 du Code de la Commande Publique, l'acheteur accorde, pendant toute la durée de validité du SAD, la possibilité à tout opérateur économique de demander à y entrer.

Dans ce cas, l'opérateur adresse son dossier de candidature (comprenant les éléments mentionnés à l'article 4.3 du présent document) à l'acheteur, qui se prononce sur la recevabilité de cette candidature dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de la réception de la candidature. Ce délai est susceptible d'être porté à quinze (15) jours ouvrables, dans le cas où des compléments de candidature sont requis par l'acheteur.

Toutefois, aucune demande d'admission dans le système ne sera examinée pendant une phase de consultation visant à attribuer un marché spécifique.

2.1 Objet du système d'acquisition dynamique – Description

La présente consultation a pour objet : Système d'acquisition dynamique pour l'achat de véhicules et de matériels d'occasion

Date prévisionnelle de lancement du premier marché spécifique : **mai 2023**

2.2 Décomposition du système et quantités estimées

Le présent système d'acquisition dynamique comporte sept catégories de produits :

Catégorie 1 :

Véhicules Utilitaire tous types de carrosseries & tous types de motorisations (fourgons, quad, utilitaires moins de 3,5T de PTC, équipements associés et autres engins entrant dans cette catégorie)

Estimation : 1 000 000 € HT sur la durée totale du système d'acquisition dynamique

Soit 600 000 € HT pour la Ville de Metz

400 000 € HT pour la Métropole

Catégorie 2 :

Poids lourds (véhicules Poids lourds tous types carrosseries, remorques de +3,5 t de PTC, équipements associés, équipements Viabilité Hivernale et autres engins entrant dans cette catégorie)

Estimation : 770 000 € HT sur la durée totale du système d'acquisition dynamique

Soit 600 000 € HT pour la Ville de Metz

170 000 € HT pour la Métropole

Catégorie 3 :

Matériel agricole (tracteur, faucheuse, remorque, déraseuse d'accotements et autres engins entrant dans cette catégorie)

Estimation : 350 000 € HT sur la durée totale du système d'acquisition dynamique

Soit 350 000 € HT pour la Ville de Metz

Sans objet à ce jour au titre des compétences exercées pour la Métropole

Catégorie 4 :

Matériel espaces verts (Broyeurs de branches, tondeuses autoportées, faucheuse de pentes, souffleurs, débroussailleuses, tailles haies tronçonneuses et autres engins entrant dans cette catégorie)

Estimation : 60 000 € HT sur la durée totale du système d'acquisition dynamique

Soit 60 000 € HT pour la Ville de Metz

Sans objet à ce jour au titre des compétences exercées pour la Métropole

Catégorie 5 :

Entretien de voirie (balayeuses/Laveuses de voirie, et autres engins entrant dans cette catégorie)

Estimation : 540 000 € HT sur la durée totale du système d'acquisition dynamique

Soit 500 000 € HT pour la Ville de Metz

40 000 € HT pour la Métropole

Catégorie 6 :

Véhicules Particuliers (tous types de carrosseries, tous types de motorisations, moins de 3,5T de PTAC, équipements associés et autres engins entrant dans cette catégorie)

Estimation : 1 000 000 € HT sur la durée totale du système d'acquisition dynamique

Soit 600 000 € HT pour la Ville de Metz

400 000 € HT pour la Métropole

Catégorie 7 :

Engins Travaux publics et terrassements (Pelles mécaniques, chargeuses sur pneus, chariot élévateur télescopique et autres engins entrant dans cette catégorie)

Estimation : 40 000 € HT sur la durée totale du système d'acquisition dynamique

Sans objet à ce jour pour la Ville de Metz

40 000 € HT pour la Métropole

Estimation totale : 3 760 000 € HT sur la durée totale du système d'acquisition dynamique.
Cette estimation est donnée à titre indicative. Elle s'entend toutes catégories confondues et sur la durée du SAD, soit quarante-huit (48) mois.
Les quantités seront fixées dans les documents de la consultation des marchés spécifiques.

2.3 Durée du système d'acquisition dynamique

Le système d'acquisition dynamique est mis en place pour une durée de quarante-huit (48) mois à compter du **28/04/2023**.

2.4 Groupements d'opérateurs économiques

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée au stade de la candidature.

En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire des membres du groupement, au moment de l'attribution.

En vertu des articles R2142-19 à R2142-25 du code de la commande publique, les candidats peuvent présenter leur offre sous la forme d'un groupement d'opérateur économique.

En cas de groupement conjoint, le mandataire devra être solidaire des membres du groupement. Les sociétés joindront la convention de groupement à l'appui de leur proposition.

Les candidats ne peuvent pas présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements.

En cas d'attribution du présent marché à un groupement momentané d'entreprises, le soumissionnaire, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis du Maître d'Ouvrage et coordonne les prestations des membres du groupement.

Les candidatures et les offres sont signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises au stade de la passation des marchés.

2.5 Nomenclature

Nomenclature communautaire CPV

Objet principal : 34100000-8

Objets complémentaires : 34140000-0, 34990000-3, 42000000-6 et 42990000-2

Article 3 - Procédure

3.1 Type de procédure

Type de procédure : Système d'acquisition dynamique

Articles de la procédure : Articles R2162-37 à R2162-51 du Code de la Commande Publique

3.2 Date et heure limites de réception des candidatures

La date et l'heure limites de remise des candidatures avant le lancement du premier marché spécifique sont fixées en page de garde du présent règlement de la consultation.

Il est à noter que le système d'acquisition dynamique reste ouvert durant sa période de validité soit durant quarante-huit (48) mois, ainsi le dépôt de candidature reste possible tout au long de la procédure. Toutefois, aucune demande d'admission dans le système ne sera examinée pendant une phase de consultation visant à attribuer un marché spécifique.

3.3 Langue devant être utilisée dans l'offre ou la demande de participation

Le français. Tous les documents qui ne sont pas établis en langue française doivent être accompagnés d'une traduction en français.

3.4 Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir sa candidature

Le candidat peut retirer ou mettre à jour sa candidature tout au long de la durée de validité du système soit quarante-huit (48) mois.

Il est à noter qu'à tout moment au cours de la période de validité du système d'acquisition

dynamique, l'acheteur peut demander aux candidats admis dans le système d'actualiser leur dossier de candidature, dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'envoi de cette demande.

Article 4 - Autres renseignements

4.1 Contenu des documents de la consultation

■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://sis-marches.marches-publics.info/>.

■ Dossier de consultation

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- le présent RC

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

4.2 Modalités de remise de sa candidature par l'opérateur économique

Les propositions doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://sis-marches.marches-publics.info/>.

Les copies de sauvegarde qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Metz Métropole
1 place du parlement de Metz
CS30353
57011 Metz Cedex 1

Offre pour consultation n° 23909A
Objet « Système d'acquisition dynamique pour l'achat de véhicules et de matériels d'occasion »

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

4.3 Pièces à remettre au titre de la candidature

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
Certificats de qualité	Des certificats de qualité attestant que l'opérateur économique se conforme à certaines normes d'assurance de qualité
Chiffre d'affaires	Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration du candidat (DC2)	Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Lettre de candidature (DC1)	Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)
Moyens humains	Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
Références fournitures et services	Liste des principales fournitures ou des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
Extrait KBIS	Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

4.4 Remise des offres électroniques

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

4.5 Pièces à fournir par les attributaires des marchés spécifiques

Avant notification du contrat, l'attributaire doit fournir dans un délai court, fixé par le courrier de l'offre retenue, les documents suivants :

Document	Descriptif
Assurances	Attestations d'assurances professionnelles en cours de validité dont la responsabilité civile
Certificat de régularité fiscale	Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise

Afin de satisfaire à ces obligations, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine ou d'établissement.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R2143-5 à R2143-9 du code de la commande publique, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.

Dans le cas où le candidat n'a pas fourni les attestations de l'article R2143-5 du code de la commande publique, le marché ne pourra lui être attribué que sous réserve que celui-ci produise dans le délai de 3 jours à compter de la demande, les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents.

Si le candidat ne fournit pas ces attestations dans le délai, le marché sera attribué à la seconde offre classée.

Article 5 - Critères de sélection

5.1 Sélection des candidatures

Sur chaque catégorie, le candidat à l'entrée dans le SAD produit les documents justificatifs et autres moyens de preuve permettant de vérifier son aptitude ainsi que ses capacités économique et financière, technique et professionnelle, telles que demandées par l'acheteur à l'article 4.3 du présent règlement de la consultation.

En application de l'article R2344-1 du Code de la Commande Publique, si l'acheteur constate que des candidatures sont incomplètes, il peut inviter les candidats par écrit à fournir les documents ou renseignements manquants, dans le délai indiqué dans la demande de compléments.

En application de l'article R2344-4 du Code de la Commande Publique, si le candidat ne produit pas ces documents ou renseignements à l'issue de ce délai, l'acheteur déclare sa candidature irrecevable, et le candidat est éliminé.

Un dossier comprenant une nouvelle candidature peut néanmoins être déposé par le candidat, dans les conditions précisées dans l'avis d'appel à la concurrence et dans le présent document. Si ce deuxième dépôt de candidature intervient après l'envoi par l'acheteur d'une invitation à soumissionner, il est pris en compte pour le SAD mais pas pour le marché spécifique concerné par l'invitation.

Conformément à l'article R2162-43 du Code de la Commande Publique, le nombre de candidats admis dans le SAD n'est pas limité. Les candidatures seront analysées en fonction des critères énoncés ci-dessus.

5.2 Admission dans le Système d'Acquisition Dynamique

L'acheteur se prononce sur l'admission d'une candidature dans un délai de dix (10) jours ouvrables à compter de sa réception, délai porté à quinze (15) jours ouvrables si des compléments de candidature sont demandés au candidat.

Toutefois, l'acheteur peut prolonger le délai d'évaluation des candidatures reçues au lancement du SAD, pour une durée maximum d'un (1) mois, sous réserve que l'invitation à remettre une offre pour le premier marché spécifique n'ait pas encore été envoyée.

Conformément à l'article R2162-47 du Code de la Commande Publique, à tout moment au cours de la période de validité du SAD, l'acheteur peut demander aux candidats admis dans le SAD d'actualiser leur dossier de candidature dans un délai de cinq (5) jours ouvrables à compter de la date d'envoi de la demande.

Le candidat non admis ou exclus du SAD en est informé par courrier motivé.

Le candidat admis dans le SAD en est informé par courrier.

5.3 Critères d'attribution des marchés spécifiques

Le représentant de l'acheteur pourra autoriser tous les soumissionnaires à régulariser une offre irrégulière, dès lors que celle-ci n'est pas anormalement basse. Les soumissionnaires concernés devront transmettre les documents modifiés au représentant de l'acheteur par voie électronique dans un délai approprié qui sera indiqué dans la lettre de demande de régularisation.

L'attribution sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R 2152-1, R 2152-2, R 2152-6 à R 2152-8, R 2152-11 et R 2152-12.

Le représentant de l'acheteur éliminera les offres inappropriées, inacceptables et celles qui demeurent irrégulières.

Pour chaque catégorie, les offres conformes seront classées par ordre décroissant par application des critères pondérés énoncés ci-dessous :

- Prix, à hauteur de 60% à 80 %,
- Valeur technique, à hauteur de 10 % à 30 %,
- Délai, à hauteur de 10% à 20 %
- Critère environnemental 10%

Le marché public sera attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, soit l'offre la mieux classée.

Article 6 - Renseignements complémentaires

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 8 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://sis-marches.marches-publics.info/>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Strasbourg
31, avenue de la Paix
BP 51038
Strasbourg
67070
Téléphone : 0388212323
Courriel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr
Télécopie : 0388364466

Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

Communication aux tiers : Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

Droits d'accès, de rectification, de suppression : Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : DSI ou enfin, directement auprès de la CNIL (www.cnil.fr).

Durée de conservation des données personnelles : Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.